

Gracjan CIMEK<sup>1</sup>



## RIVALITÉS GÉOPOLITIQUES ET GÉO-ÉCONOMIQUES DANS ET POUR LES BALKANS AU XXI<sup>E</sup> SIÈCLE

---

**Résumé :** Les Balkans demeurent la région la plus instable en Europe et a subi des transformations géopolitiques significatives à la fin du siècle dernier et au début du xxi<sup>e</sup>. Les Balkans modernes sont une zone de contrôle stratégique où convergent les intérêts des grandes puissances, parce que sa position géographique et géopolitique (située à la jonction de trois continents et accès aux mers Adriatique, Noire, Égée, Ionienne) fournit de nombreuses opportunités pour les grandes puissances. L'intervention de l'OTAN contre la Yougoslavie en 1999, au nom de la doctrine des Droits de l'Homme (remplaçant la conception de souveraineté) fut le symbole de la fin de l'ordre de Yalta-Potsdam, qui avait pris fin formellement avec l'effondrement de l'URSS en 1991. Trente ans plus tard, la situation a radicalement changé : l'hégémonie des États-Unis est terminée, et un ordre mondial multipolaire se développe sous nos yeux. Est-il possible de faire une analogie symbolique entre la situation dans les Balkans, et le wagon de Compiègne du Maréchal Foch dans la Première Guerre mondiale, passé de symbole du triomphe de la France sur l'Allemagne à celui de sa défaite lors de la Seconde Guerre mondiale ? Cela semble peu probable à l'heure actuelle, mais les dynamiques de la lutte entre l'« *Occident collectif* » et le « *Bloc contre-hégémonique pour la Nouvelle Ère* » pourrait changer la donne à court terme.

**Mots-clés :** Géopolitique, Monde multipolaire, USA, UE, OTAN, Chine, Russie, Balkans, Géonomie, Occident collectif.

### ***GEOPOLITICAL AND GEO-ECONOMICAL RIVALRIES IN AND OVER THE BALKANS IN THE XXI<sup>ST</sup> CENTURY***

**Abstract:** *The Balkans remain the most unstable region in Europe and has undergone significant geopolitical transformations on the borderline of the late twentieth and early twenty-first centuries. The modern Balkans are a zone of strategic control where the interests of the great powers collide, because its geographical and geopolitical position (location at the junction of three continents and*

---

1. Professeur à l'Académie de Marine de Guerre de Gdynia (Pologne).

*access to the Adriatic, Black, Aegean and Ionian Seas) provides ample opportunities for the great powers. The NATO intervention in 1999 against Yugoslavia, in the name of the doctrine of human rights (replacing the conception of sovereignty) was the symbolic end of the Yalta-Potsdam order, which formally ended with the collapse of the USSR in 1991. Thirty years later, the situation has changed radically: the hegemony of the US is over and a multipolar world order is developing before our eyes. Is it possible to make a symbolical analogy between the situation in the Balkans, and the Compiègne wagon of Marshal Ferdinand Foch in the First World War, which transformed from being a symbol of France's triumph over Germany to a symbol of its defeat in the Second? This seems unlikely at the moment, but the dynamics of the struggle between the "Collective West" and the "Counterhegemonic Bloc for the New Era" may change this in the short term.*

**Key words:** *Geopolitics, Multipolar world, USA, EU, NATO China, Russia, Balkans, Serbia, Geo-economy, Collective West.*

LES BALKANS DEMEURENT LA RÉGION LA PLUS INSTABLE EN EUROPE, région qui a subi des transformations géopolitiques significatives à la fin du siècle dernier et dans le début du nôtre. C'est la raison pour laquelle le terme « *balkanisation* » est – en quelque sorte – devenu synonyme d'une fragmentation extrême.

## Introduction

Les États de la péninsule balkanique se caractérisent par une combinaison contradictoire de modernité et de passé, ce qui conduit à l'émergence de multicolonisations socio-économiques et politiques, d'aggravation et de chevauchement de conflits internes hétérogènes, qui conduisent finalement à la redistribution des frontières et à la formation de nouveaux États indépendants. Cela concerne en particulier le problème de la détermination du statut du Kosovo et du règlement des confrontations interethniques et régionales<sup>2</sup>.

Les Balkans modernes constituent une zone de contrôle stratégique où les intérêts des grandes puissances s'affrontent, car leur position géopolitique (situation à la jonction de trois continents et accès aux mers Adriatique, Noire, Égée et Ionienne) leur offre de nombreuses opportunités. Dans la lutte axée sur les sphères d'influence, on profite des spécificités régionales, parmi lesquelles la frontière la plus instable et la plus floue entre les civilisations chrétienne et musulmane, avec l'instabilité et les niveaux élevés de conflits entre les différents groupes ethniques et confessions.

L'intervention de l'OTAN contre la Yougoslavie en 1999, légitimée par la doctrine des droits de l'homme (remplaçant la conception de la souveraineté), a

2. Gibas-Krzak Danuta, *Geopolityka Bałkanów*, Varsovie, Wydawnictwo Naukowe PWN, 2022.

marqué la fin symbolique de l'ordre de Yalta-Potsdam, qui a officiellement pris fin avec l'effondrement de l'URSS en 1991<sup>3</sup>. L'agression contre le droit international, la guerre de l'information, le bombardement de l'ambassade de Chine et l'expulsion de la Russie des Balkans ont scellé la domination de l'Occident.

L'entrée de la Chine à l'OMC en 2001 et la reconnaissance du nouveau président russe Poutine comme démocrate par Bush Jr, ainsi que sa déclaration au *Bundestag* selon laquelle la Guerre froide était terminée, ont prouvé que le « *nouveau siècle américain* » préparé par les néoconservateurs américains n'aurait pas d'adversaires stratégiques. 30 ans plus tard, la situation géostratégique du monde a subi des changements profonds, et l'on doit être d'accord avec le Professeur Mearsheimer qui avait souligné dès 2017 qu'un monde multipolaire existait déjà, avec, au centre, les États-Unis, les plus forts, ainsi que la République populaire de Chine et la Fédération de Russie.

Est-il possible de faire une analogie symbolique entre la situation dans les Balkans, et le wagon de Compiègne du Maréchal Foch (durant la Première Guerre mondiale), passé de symbole du triomphe de la France sur l'Allemagne à celui de sa défaite lors de la Seconde Guerre mondiale ? Cela semble peu probable à l'heure actuelle, mais les dynamiques de la lutte entre l'« *Occident collectif* » et le « *Bloc contre-hégémonique pour la Nouvelle Ère* » pourraient changer la donne à court terme.

Dans mes réflexions, j'appliquerai l'approche géopolitique du réalisme critique, qui nécessite de se concentrer sur les grandes puissances, dont les actions et les interactions valorisent l'ordre international, régional et local<sup>4</sup>.

## Occident Collectif

L'Occident a gagné la « *Guerre froide* » et sa victoire dans la région des Balkans était donc évidente. Tous les États de la région (à l'exception de la Serbie) ont déclaré depuis le début des années 1990 leur intention d'intégrer l'Union européenne et l'OTAN. La Bulgarie et la Roumanie sont déjà devenues membres des structures euro-atlantiques (2004 – adhésion à l'OTAN, depuis 2007 – membres de l'UE). La Macédoine du Nord est officiellement devenue membre de l'OTAN en 2020. L'Albanie, le Monténégro et la Serbie l'ont signé et la Bosnie-Herzégovine a initié un accord d'association avec l'Union européenne, qui est le principal partenaire

3. Staniszkis Jadwiga, *Władza globalizacji*, Warszawa, Wydawnictwo Scholar, 2003.

4. Cimek Gracjan, *Podstawowe problemy geopolityki i globalizacji*, Gdańsk (Pologne), Wydawnictwo Athenae Gedanenses, 2016.

économique de la plupart des pays des Balkans. L'Albanie et la Croatie ont rejoint l'OTAN en 2009.

Les États-Unis défendent directement leurs propres intérêts, à travers diverses formes et initiatives de coopération bilatérales ou multilatérales, ainsi qu'à travers l'Alliance de l'Atlantique Nord (l'OTAN) et l'Union européenne. Des intérêts similaires sont également manifestés par d'autres acteurs occidentaux tels que l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, mais en raison du rôle dominant et continu des États-Unis dans la péninsule occidentale, ils ont aligné leurs intérêts sur ceux des États-Unis et ne montrent actuellement aucune différence de comportement. L'éclatement de la Yougoslavie par « *l'Occident collectif* », en particulier les États-Unis, l'Allemagne et le Vatican, a façonné la dépendance de la région à l'égard de ces acteurs<sup>5</sup>.

Les principaux intérêts des États-Unis résident dans l'expansion de leur présence militaire à travers la création de nouvelles bases en Albanie, en Grèce et dans d'autres pays d'Europe du Sud-Est. À long terme, le regroupement du flanc sud de l'OTAN : renforcer sa présence économique en Europe centrale et du Sud-Est ; promouvoir des projets d'énergie alternative ; créer ses propres chaînes logistiques ; et enfin la création de nouveaux mécanismes d'interaction politique dans la région.

Les processus de désintégration qui ont eu lieu dans la région des Balkans ces dernières années font partie de la géostratégie américaine, qui s'efforce d'empêcher l'intégration des pays des Balkans dans les structures européennes et, par conséquent, le contrôle de l'UE sur eux. D'un autre côté, les États-Unis veulent « *pousser* » la Russie hors des Balkans, et maintenant aussi la Chine.

Le rapport, intitulé « *Balkans en avant : une nouvelle stratégie américaine pour la région* », indique comment les États-Unis souhaitent consolider la cohésion balkanique dans leur zone d'intérêt. Les auteurs soulignent également plusieurs mesures que les États-Unis devraient prendre pour ouvrir la voie à une région plus sûre et plus prospère, notamment : 1) établir une présence militaire permanente en Europe du Sud-Est ; 2) poursuivre le rapprochement avec la Serbie ; 3) œuvrer pour regagner la réputation de Washington en tant qu'intermédiaire honnête ; et 4) contribuer à créer des opportunités économiques pour ceux de la région qui existent en dehors de ses réseaux de favoritisme politique<sup>6</sup>.

---

5. Waldenberg Marek, *Rozbicie Jugosławii. Jugosłowiańskie lustro międzynarodowej polityki*, Varsovie, Wydawnictwo Naukowe Scholar, 2005.

6. Marusic Damir, Bedenbaugh Sarah, & Wilson Damon, "Balkans Forward: A New US Strategy for the Region", Washington, *Atlantic Council* (Future Europe Initiative), 2017.

L'objectif stratégique des États-Unis est d'éliminer de la région l'influence des forces de la « *Nouvelle Ère* », à savoir la Fédération de Russie et la République populaire de Chine. À cet égard, le plus grand défi consiste à changer le code géopolitique de la Serbie, où jusqu'à 79 % des citoyens sont hostiles à l'OTAN<sup>7</sup>.

L'expérience indélébile du début du siècle affecte fondamentalement la nature multi-vectorielle de la politique internationale de Belgrade. Sur le plan économique, Belgrade renforce sa coopération aussi bien avec l'Union européenne qu'avec la Chine ou la Turquie. Lors de la première vague de la pandémie de COVID-19, c'est la Chine qui a soutenu la Serbie en lui fournissant une aide médicale. La Russie, à son tour, soutient l'armement de l'armée serbe et coopère avec Belgrade en organisant des manœuvres militaires conjointes. Cependant, l'Union européenne et les États-Unis disposent de mécanismes pour contrer cette coopération.

L'une des tâches principales des États-Unis, de l'OTAN et de l'UE est de maintenir à proximité la Serbie et les régions où vivent les orthodoxes. Pour que ces efforts réussissent, outre le recours à diverses formes de *Soft power*, il est nécessaire d'influencer un changement d'attitude selon lequel la Serbie et la population serbe des Balkans seraient les seules responsables de tous les événements des trois dernières décennies.

C'est à Washington que les dirigeants de la Serbie et du Kosovo ont signé en 2020 un accord visant à normaliser les relations économiques, accord qui prévoyait la libre circulation des marchandises, la reprise du trafic aérien, ferroviaire et frontalier. L'un des succès de la présidence de Donald Trump a été d'amener la Serbie à déplacer son ambassade en Israël à Jérusalem, ce qui allait à l'encontre de la ligne de Bruxelles qui s'oppose à la création de Jérusalem comme capitale d'Israël parce que cela viole le droit international. Mais Trump a fait obstacle à la poursuite des négociations Belgrade-Pristina sous les auspices de l'UE<sup>8</sup>.

Même si les relations de voisinage se sont normalisées, la paix reste menacée. En mai 2023, des émeutes entre les Serbes locaux et les forces de l'OTAN ont blessé 30 soldats de maintien de la paix de l'Alliance (KFOR) dans le nord du

7. Ivković Aleksandar, "Political parties in Serbia support cooperation with NATO, but without membership", *European Western Balkans* (site internet), 25 décembre 2019 (consulté le 12 janvier 2024), Lien : <https://europeanwesternbalkans.com/2019/12/25/political-parties-in-serbia-support-cooperation-with-nato-but-without-membership/>

8. Wilczak Jagienka, "Świat USA rozgrywają na Bałkanach swoją grę. Co na to Unia?", *Polityka* (site internet), 10 septembre 2020 (consulté le 12 janvier 2024), lien : <https://www.polityka.pl/tygodnikpolityka/swiat/1970688,1,usa-rozgrywaja-na-balkanach-swoja-gre-co-na-to-unia.read>

Kosovo. En réponse à cet incident, le secrétaire général de l'OTAN, le norvégien Jens Stoltenberg, a annoncé le déploiement de 700 soldats supplémentaires dans le pays, arguant que l'objectif principal est que l'Occident maintienne le contrôle régional.

Un autre défi régional à la domination occidentale est venu du président de la *Republika Srpska* en Bosnie-Herzégovine (République serbe de Bosnie), Milorad Dodik. En janvier 2023, ce dernier a décerné la plus haute distinction au président russe Vladimir Poutine, et cela pour son « *attitude patriotique et son amour* » pour cette partie de la Bosnie-Herzégovine. Il a rencontré Poutine à deux reprises en Russie depuis février 2022, date à laquelle le Kremlin a commencé son intervention en Ukraine. Il a également assuré qu'il n'accepterait jamais que la Bosnie-Herzégovine rejoigne les sanctions contre Moscou. Ainsi, en juillet 2023, les États-Unis ont utilisé un instrument géoéconomique permanent en plaçant des entreprises et des individus pro-russes de Serbie, du Monténégro, de Bosnie-Herzégovine et de Macédoine du Nord sur la liste des sanctions pour corruption et activités favorisant la Russie.

Les intérêts régionaux de l'Union européenne sont alignés sur les intérêts américains, mais ne sont pas identiques. Les aspirations de l'UE sont liées à l'expansion géoéconomique, ce qui signifie : la stabilisation politique de la région ; le règlement des contradictions territoriales ; l'implication de l'UE dans le paradigme d'intégration, mais sans garanties d'adhésion. Le déséquilibre économique de l'association d'intégration européenne, le problème centre-périphérie, la crise du bipartisme – toutes ces circonstances affectent directement ou indirectement l'état des systèmes politiques des pays des Balkans, la dynamique économique et la croissance de l'euroscpticisme.

L'UE veut donc empêcher la formation d'un vaste bloc eurosceptique de pays d'Europe centrale et du Sud-Est. Un autre problème est la réduction du facteur « *acteurs externes* » : affaiblissement de l'influence de la Russie ; stabilisation de l'influence de la Chine, de la Turquie et des pays du Moyen-Orient ; enfin et surtout, la création d'un nouveau paradigme économique pour les pays de la région aspirant à l'adhésion à l'UE.

Un facteur important dans ce processus est lié à un fort « *soft power* », car les pays des Balkans veulent faire partie de la « *civilisation développée* ». Le formatage se fait avec un agenda libéral, c'est-à-dire l'institutionnalisation, l'État de droit, une société civile plus libre et plus forte. La stratégie de la Commission européenne

de février 2018 souligne précisément combien il est important que « *les pays candidats aient des priorités qui doivent refléter l'État de droit, la justice et les droits fondamentaux* ». Une éventuelle adhésion à l'Union européenne répond aux intérêts politiques, sécuritaires et économiques de l'Union, dont l'objectif principal est une Europe « *plus forte, plus stable et plus unie, fondée sur des valeurs partagées*<sup>9</sup>. Le fait que des intérêts géostratégiques soient derrière ce discours témoigne du fait que l'intégration ne devient possible qu'après l'adhésion à l'OTAN, et que l'équilibre des forces dans la région, selon le concept américain, signifie un équilibre en faveur des pays et des nations qui soutiennent les États-Unis et augmentent ainsi leur puissance mondiale et l'ampleur de leur expansion. Par conséquent, la situation actuelle est de facto conforme aux intérêts de l'Occident<sup>10</sup>.

Selon le « *Plan Juncker* » annoncé en février 2018, l'admission de nouveaux pays des Balkans dans l'UE (en particulier la Serbie et le Monténégro) ne sera possible qu'après 2025. Dans la Déclaration du sommet de Sofia UE-Balkans occidentaux de 2018, les termes « intégration » et « élargissement » étaient déjà absents. La Déclaration de Zagreb (adoptée lors du sommet de mai 2020) a poursuivi cette ligne et n'a pas appliqué les termes « élargissement » et « adhésion ». L'absence de perspective concrète d'adhésion à l'UE, associée à la nécessité de faire face aux conséquences des crises de ces dernières années, renforce la politique étrangère multi-vectorielle des pays balkaniques<sup>11</sup>, et augmente leur motivation à développer leurs relations avec la Russie et la Chine.

## **Bloc contre-hégémonique pour la « Nouvelle Ère »**

Dans le passé, l'influence de la Chine sur les pays des Balkans se limitait à l'économie, jusqu'à ce que l'OTAN bombarde l'ambassade de la République populaire de Chine à Belgrade, lors de son intervention en 1999. Ce moment décisif a donné naissance à la conviction que les États-Unis n'hésiteraient pas à contenir

9. "Strategy for the Western Balkans: EU sets out new flagship initiatives and support for the reform-driven region" (communiqué de presse), *European Commission*, 6 février 2018 (consulté le 12 janvier 2024), lien : [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP\\_18\\_561](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_18_561)

10. "EU-Western Balkans. Six flagship initiatives", *European Commission* (Directorate-General for Communication), 2018, (consulté le 12 janvier 2024), lien : <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/e9b4e4ab-9c46-11e8-a408-01aa75ed71a1>

11. Zajackowski Kamil, "(Lack of) Strategy of the EU Towards the Western Balkans – Conditions, Constraints and Weaknesses", dans Adamczyk Arthur, Ilik Goran, Zajackowski, *Balkan Ambitions and Polish Inspirations: Experiences, Problems and Challenges*, Varsovie, Oficyna Wydawnicza ASPRA-JR, 2022, pp. 11-36 (284 p.).

militairement la Chine. Au début du nouveau millénaire, elle a donc commencé à étendre sa puissance, économique d'abord, puis politique et militaire ensuite, à d'autres régions, d'Asie, d'Afrique, d'Europe et des Balkans, en tant que partie intégrante du continent européen.

D'une manière générale, les Balkans retrouvent leur rôle de transit. Ils deviennent un territoire important du point de vue de la « *Belt and Road Initiative* », un projet chinois créé en 2013 pour acheminer des marchandises chinoises vers l'Europe (Nouvelles Routes de la Soie). La Russie a terminé le projet *Turkish Stream*. C'est pourquoi il est raisonnable d'inclure aujourd'hui la Grèce dans les Balkans – comme « *point d'entrée* » pour la logistique chinoise et les gazoducs russo-turcs et européens.

La projection de l'influence chinoise dans les Balkans se reflète principalement dans les millions de projets d'infrastructures en Grèce, en Bosnie-Herzégovine, en Serbie, au Monténégro et en Croatie. Le fait est que les projets d'infrastructures, dont la construction est extrêmement exigeante et difficile, sont réalisés pour la plupart par des entreprises chinoises qui ont investi 32 milliards d'euros dans la région entre 2009 et 2021. Rien qu'en Serbie, les investissements chinois ont atteint 10,3 milliards d'euros. Cependant, malgré les afflux de capitaux chinois, l'UE reste le premier partenaire économique avec 70 % du total des investissements directs étrangers et 81 % des exportations.

La Chine s'efforce de se présenter comme un investisseur stratégique, n'intervenant pas dans les affaires politiques intérieures et étant prêt à fermer les yeux sur certains aspects tels que les aides d'État, la corruption ou le droit du travail. L'accent initialement mis sur les infrastructures de transport (via le Pirée et Belgrade pour atteindre Duisbourg) s'est étendu à l'industrie, à l'énergie, ainsi qu'aux communications et à l'informatique. *L'Initiative la Ceinture et la Route* (BRI) sert de cadre principal pour étendre la présence économique de la Chine dans la région, et lui permet d'accéder aux principales routes terrestres et maritimes. En 2021, il y avait en Serbie au moins 61 projets à différents stades d'achèvement qui ont été ou étaient mis en œuvre par ou en coopération avec des entités chinoises sur une période d'une décennie, pour une valeur d'au moins 18,7 milliards d'euros. Fin 2021, il y avait dans la région des Balkans 135 projets d'une valeur d'au moins 32 milliards d'euros, liés d'une manière ou d'une autre à la Chine<sup>12</sup>.

---

12. Stojanovic Milica, "Serbia and China Sign Free Trade Deal in Beijing", *Balkan Insight* (site internet) via *BIRN* (*Balkan Investigative Reporting Network*), 17 octobre 2023 (consulté le 12 janvier 2024), lien: <https://balkaninsight.com/2023/10/17/serbia-and-china-sign-free-trade-deal-in-beijing/>



En termes de collaboration politique, la relation la plus développée de la Chine est celle avec la Serbie, qu'elle soutient sur la question du statut du Kosovo. En plus de refuser de reconnaître le Kosovo comme État indépendant, la Chine a sapé les demandes du Kosovo auprès des organisations internationales telles que les Nations Unies et Interpol. La centralité de la Serbie dans les plans régionaux de la Chine est un mariage opportun entre le désir de Belgrade de tirer parti de sa situation géographique et de sa politique étrangère multi-vectorielle, et la poussée de Pékin vers la périphérie de l'Europe dans le cadre d'une politique d'expansion mondiale plus large. L'impasse géopolitique post-yougoslave a non seulement fourni un espace suffisant pour explorer et approfondir les relations avec des acteurs non-européens, mais a également contribué à générer une politique étrangère néo-titiste à « 360 degrés », cherchant à utiliser l'accès, le soutien et les ressources de la Russie, de la Chine et d'autres.

Fin 2021, les investissements chinois en Serbie, pays qui a annoncé espérer un accord de libre-échange avec la Chine d'ici fin 2022, s'élevaient à 10,3 milliards d'euros. Sur ce montant, les investissements dans les infrastructures et les prêts représentent 8 milliards d'euros. Enfin, lors du troisième forum du projet *Belt and Road Initiative*, au cours duquel le président serbe Aleksandar Vucic était le seul représentant des Balkans, la Serbie et la Chine ont signé un accord de libre-échange à Pékin<sup>13</sup>.

La dimension *soft power* signifie que le premier « *Institut Confucius* » des Balkans a été inauguré à Belgrade dès 2006. Mais le plus gros développement dans ce domaine a eu lieu pendant la pandémie de 2020. Suivi d'une interdiction d'exportation de fournitures médicales, le président serbe Aleksandar Vučić a profité de la déception générale pour critiquer ouvertement le manque de solidarité de l'UE, faire l'éloge de la Chine, et déclarer que la Serbie se tournerait vers la Chine, qui était selon lui « *la seule à pouvoir l'aider* ». Lorsque les médecins sont arrivés à Belgrade en provenance de Pékin, Vučić a embrassé le drapeau chinois, et la photo a fait la une des médias serbes. La devise « *Les vrais amis se font dans la pauvreté* » a cimenté les relations avec la Chine.

En réaction, l'UE a annoncé qu'elle fournirait à la Serbie 18 millions de dollars d'aide médicale immédiate, et 94 millions de dollars d'aide sociale et économique. La Serbie tente donc d'équilibrer ses intérêts, ainsi que sa marge de négociation avec l'Occident, en entretenant des liens étroits avec la Chine mais aussi avec la Russie, avec laquelle elle entretient une coopération historique de longue date.

---

13. Stojanovic Milica, "Serbia and China Sign Free Trade Deal in Beijing", *Balkan Insight* (site internet) via *BIRN* (*Balkan Investigative Reporting Network*), 17 octobre 2023 (consulté le 12 janvier 2024), lien : <https://balkaninsight.com/2023/10/17/serbia-and-china-sign-free-trade-deal-in-beijing/>

La Russie reconstruit quant à elle progressivement sa position d'acteur important dans la région, sur la base de son statut diplomatique de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, ainsi que sur ses liens historiques et culturels solides avec les pays de la région, notamment la tradition orthodoxe : Serbie, Bosnie-Herzégovine (*Republika Srpska*), Monténégro et Macédoine. En outre, elle a joué un rôle important dans la tentative de mettre fin aux conflits en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo. Les Serbes (de Serbie et de *Republika Srpska*) en particulier, furent soutenus par Moscou lors de l'intervention de l'OTAN. Aujourd'hui ils coopèrent bilatéralement avec la Russie, exprimant leur désir d'intégration et de coopération eurasiennne. L'influence russe dans la région est forte, étroitement liée au passé, et tend à se poursuivre dans le futur<sup>14</sup>.

Cependant, l'adhésion du Monténégro à l'OTAN en 2017 et l'expansion de l'infrastructure militaire et du système logistique de l'Alliance en Macédoine et en Bosnie-Herzégovine reflètent les problèmes et les lacunes de la politique étrangère de la Russie.

Si l'objectif de la Russie dans les années 2000 était de « *stopper l'expansion de l'OTAN* », il risque de ne pas être atteint. L'approche des Balkans est évaluée différemment. Les partisans de l'intégration eurasiennne soulignent que la Russie a de bonnes chances non seulement de retrouver sa position perdue dans la région, mais aussi de l'améliorer, car elle dispose du potentiel nécessaire pour y parvenir et est habituée à se relever, contrairement aux idées reçues et mantras d'une Russie toujours en déclin<sup>15</sup>.

À l'inverse, les partisans de l'orientation occidentaliste soulignent que les Balkans occidentaux ne font toujours pas partie des priorités de la politique étrangère de la Russie. Les objectifs de la Russie dans les Balkans se limitent apparemment à protéger son image et à maintenir sa réputation de puissance mondiale, ainsi qu'à maintenir sa popularité auprès de la population locale en tant qu'alternative solide à l'Occident. Moscou préférerait également ralentir, voire arrêter, l'entrée de l'OTAN dans les républiques historiquement fermées de l'ex-Yougoslavie<sup>16</sup>.

14. Obrenović Predrag, Popović Dragana, "The Balkans in a multipolar world. Perspectives and challenges", dans *Freska*, Vol. 1, n° 1, 2022, pp. 157-170.

15. Воробьев Андрей (Vorobyov Andrei), "Геополитические интересы России на Балканах в XX - начале XXI столетий" (Intérêts géopolitiques de la Russie dans les Balkans au XX<sup>e</sup> siècle et au début du XXI<sup>e</sup> siècle), dans *Вестник славянских культур (Bulletin des cultures slaves)*, Vol. 41, n° 3, 2016, pp. 73-74.

16. Саморуков Максим (Samoroukov Maxime), "Иллюзия близости: амбиции и возможности России на Западных Балканах" (L'illusion de la proximité: ambitions et opportunités de la Russie

En fait, les principaux objectifs de la Russie dans les Balkans occidentaux sont triples. Premièrement, le Kremlin cherche à projeter un statut de grande puissance à l'échelle mondiale. Deuxièmement, il cherche à entraver l'intégration euro-atlantique de la région en s'opposant à l'intégration de l'OTAN et de l'UE et en attisant les instabilités. Troisièmement, le Kremlin utilise les Balkans, en particulier la question du Kosovo, comme argument pour son programme de politique étrangère, en particulier lorsqu'il s'agit de défendre sa domination perçue sur son étranger proche<sup>17</sup>.

Cependant, la capacité de projeter la puissance russe dans la région est limitée ; il n'y a aucune chance d'entraîner les Balkans occidentaux hors de l'Union européenne et de l'OTAN dans ses structures d'intégration, telles que l'EAEU et l'OTSC. Ces pays sont déjà séparés des frontières russes par une ceinture d'États intégrés à l'OTAN, et le fait que le Monténégro ou la Serbie fasse partie ou non de l'Alliance ne changera pas fondamentalement la situation sécuritaire de la Russie. Contrairement à l'espace post-soviétique, les liens économiques de la Russie avec les Balkans occidentaux sont bien plus restreints que les liens de la région avec l'Union européenne : volume des investissements étrangers, du commerce extérieur, de l'aide financière, des envois de fonds, etc.

Face à l'intensité de la rivalité au niveau mondial, Moscou et Pékin commencent à lutter pour la région en prenant pied à Belgrade, et ce malgré le fait que la Serbie est membre du programme de partenariat pour la paix de l'OTAN et qu'elle cherche à y entrer ainsi que dans l'Union européenne. C'est pour cette raison que depuis le début de l'« *opération militaire spéciale* » russe en Ukraine de février 2022, des pressions continues ont été exercées sur la République de Serbie et sur le président serbe Aleksandar Vučić pour qu'ils se joignent aux sanctions occidentales contre la Fédération de Russie. Cependant, cela ne s'est pas produit et cela ne se produira dans aucun domaine des relations serbo-russes. *Air Serbie* dessert toujours Moscou, Saint-Pétersbourg, Kazan et Sotchi au départ de Belgrade et on parle de vols réguliers supplémentaires vers Krasnodar et Rostov-sur-le-Don. Le FC Étoile rouge de

---

dans les Balkans occidentaux), *Centre Carnegie de Moscou* ([carnegieendowment.org](https://carnegieendowment.org)), 12 décembre 2017 (consulté le 12 janvier 2024), lien : <https://carnegieendowment.org/2017/12/12/ru-pub-74975>

17. Zweers Wouter, Drost Niels, & Henry Baptiste, "Russian influence in Serbia, Bosnia and Herzegovina and Montenegro" (rapport), Den Haag (Pays-Bas), *Clingendael Institute* (Research, Russia & Eastern Europe), 17 août 2023 (consulté le 12 janvier 2024). Lien : <https://www.clingendael.org/publication/russian-influence-serbia-bosnia-and-herzegovina-and-montenegro>

Belgrade (*FK Crvena zvezda*) participe à des tournois de football en Russie, tandis que des stars de la musique russe se produisent en Serbie<sup>18</sup>.

Les exercices militaires conjoints organisés à plusieurs reprises au cours de la dernière décennie constituent un élément clé dans la formation de liens stratégiques. En 2021, des exercices conjoints entre soldats russes et serbes ont eu lieu en même temps que l'exercice militaire *Defender Europe 2021* organisé sous l'égide de l'OTAN, auquel participent de nombreux pays voisins de la Serbie. Cependant, Belgrade a également accepté des exercices conjoints avec l'OTAN en 2023<sup>19</sup>. L'Occident et ses alliés dans ce que l'on appelle les « *Balkans occidentaux* » ont utilisé cette situation, liée à l'opération russe en Ukraine, pour nuire aux intérêts serbes au Kosovo-Metohija, en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro. La fermeture du ciel à tous les avions russes (fin février 2023) a été un coup particulièrement dur pour Moscou. Pour cette raison, la visite du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov en Serbie les 6 et 7 juin a été annulée, la Bulgarie, la Macédoine du Nord et le Monténégro ayant imposé une interdiction sur les avions russes.

La tentative d'une autre « *révolution de couleur* » en Serbie en décembre 2023 montre à quel point la Serbie est devenue un pivot géopolitique important lors de la formation du monde multipolaire. Le Premier ministre de Serbie a confirmé que la sécurité russe avait mis en garde le pays contre une « *révolution de couleur* » de ce type. Les manifestations ont eu lieu avant qu'elle n'éclate à Belgrade, ce qui a permis de mettre un terme au scénario<sup>20</sup>.

## Rivalité géoéconomique

Un exemple tout à fait caractéristique de la compétition des puissances mondiales dans la région est celui de la rivalité entre « *format 17 + 1* » et « *Initiative des Trois Mers* ».

18. Raković Aleksandar, "Serbia and Russia in the Context of Current Western Policy Towards Serbs", *valdaiclub.com*, 31 août 2023 (consulté le 12 janvier 2024), Lien : <https://valdaiclub.com/a/highlights/serbia-and-russia-in-the-context-of-current-west/>

19. Zawadewicz Bogdan, "Closer to the West? Serbia's foreign policy after the Russian invasion of Ukraine", *Centre for Eastern Studies (OSW Commentary)*, 27 février 2023 (consulté le 12 janvier 2024), lien : <https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-commentary/2023-02-27/closer-to-west-serbias-foreign-policy-after-russian-invasion>

20. "Премьер Сербии поблагодарила РФ за предупреждение о готовящихся беспорядках" (Le Premier ministre de Serbie a remercié la Fédération de Russie pour son avertissement concernant des troubles imminents), *Kommersant.ru*, 25 décembre 2019 (consulté le 12 janvier 2024), Lien : <https://www.kommersant.ru/doc/6425800>

Le premier sommet du groupe « 16 + 1 » s'est tenu à Varsovie en 2012. Mettant de côté la justification économique de cette réunion, qui était la coopération de douze États (membres de l'UE), 13 États de l'OTAN avaient le potentiel de « briser » l'unité géopolitique des pays de l'UE. Pendant ce temps, la Chine a procédé à une nouvelle construction arbitraire de la région, à l'exception du Kosovo notamment, qu'elle ne reconnaît pas comme État indépendant<sup>21</sup>. L'initiative régionale « 17 + 1 » s'est finalement avérée être une petite note au début de la grande symphonie chinoise, devenue ensuite la nouvelle idée de construire une ceinture économique le long de la Route de la Soie et de la Route maritime de la Soie XXI, désormais appelée « l'Initiative de la Ceinture et de la Route » (*Belt and Road Initiative*).

Les États-Unis, dans un effort pour dissuader la projection de puissance chinoise, ont lancé une « Initiative des Trois Mers » lors de la réunion de 2016 à Dubrovnik, sous le slogan « Renforcer l'Europe : établir des liens entre le Nord et le Sud ». Formellement, ce format a été créé avec la contribution du président polonais Andrzej Duda et de la présidente croate Kolinda Grabar-Kitarović. Il comprenait 12 pays d'Europe centrale situés entre la mer Adriatique, la mer Baltique et la mer Noire. La participation, limitée aux membres de l'Union européenne, a souligné que le projet n'était pas dirigé contre cette dernière.

La concurrence entre ces deux projets est née en 2017 lorsque les États-Unis ont lancé une guerre contre la Chine pour défendre leur hégémonie, dans la crainte de la perdre à leur profit, une décision qui pourrait conduire plus tard à une guerre à grande échelle en raison du « piège de Thucydide »<sup>22</sup>. L'Initiative des Trois Mers a apparemment ajouté une dimension résolument pro-américaine. La plupart des pays participant aux formats 17+1 et à l'Initiative des Trois Mers sont dans le collimateur d'une rivalité sino-américaine directe. Dans le même temps, deux centres de pouvoir concurrents en ont été chassés : l'Union européenne et la Russie.

L'Initiative des Trois Mers est devenue l'instrument régional dont disposent les États-Unis pour défendre leur position hégémonique en Europe. Sa fonction est d'affaiblir l'intégration européenne, d'affaiblir la position de Berlin et de Moscou, de contrecarrer le rapprochement entre l'Union européenne et la Russie, et enfin d'évincer la Chine et ses projets 17+1 et BRI.

21. Andzans M., Berzina-Cerenkova U. A. "16+1" and China in Latvian foreign policy: between values and interest" dans *Latvian foreign and security policy* (Yearbook), Riga (Lettonie), Latvian Institute of International Affairs, 2017, pp. 163-171.

22. Voir: Allison G., *Skazani na wojnę? Czy Ameryka i Chiny unikną pułapki Tukidydesa?* Bielsko-Biała (Pologne), Wydawnictwo Pascal, 2018.

Cela peut maintenant être décrit comme un succès, et c'est pourquoi les États-Unis ont donné le feu vert à l'Allemagne, après l'arrivée au pouvoir de Joe Biden, pour contrôler ce projet.

La Lettonie abandonne pratiquement le projet 17+1 et commence à devenir l'un des outils américains les plus importants contre la Chine. Mais il faut aussi noter quelques essais d'équilibre. Le principal initiateur de l'Initiative des Trois Mers, la Croatie, tente de changer d'avis. Le président Zoran Milanović l'a critiqué comme étant inutile et potentiellement nocif pour son pays en raison d'un éventuel conflit avec Berlin et Moscou, ajoutant que le véritable initiateur était l'administration Obama, qui l'a utilisé pour forcer les pays de la région à acheter davantage de gaz liquéfié américain et isoler la Russie<sup>23</sup>.

Un aspect important de l'évolution des conditions en Europe était la géopolitique multi-vectorielle de la Hongrie, appelée « *Ouverture à l'Est* ». Au cours de la dernière décennie, Viktor Orbán a renforcé son partenariat politique avec le président serbe Vučić et a développé une proximité politique avec le président de la République serbe de Bosnie, Dodik, et s'est également investi dans les relations avec les anciens premiers ministres de la Macédoine du Nord et de la Slovénie.

Affaibli par la dissolution de facto du Groupe de Visegrad après le déclenchement de la guerre en Ukraine, Orbán cherche à cimenter des alliances avec les dirigeants des Balkans occidentaux pour supplanter la détérioration de ses relations avec Varsovie<sup>24</sup>. Mais quand on y regarde de plus près, cela signifie plus de soutien à la Russie et à la Chine, et moins de dépendance envers les puissances occidentales. Des approches similaires en matière de projets d'infrastructure et de partenariats avec la Chine ont à nouveau réuni les régimes serbe et hongrois, cette fois pour construire l'axe Budapest-Belgrade. Fin 2022, plus de 30 % des travaux prévus étaient achevés sur le territoire serbe, tandis qu'un peu plus de 10 % avaient été achevés sur le chemin de fer du côté hongrois. C'est la raison pour laquelle les puissances européennes aiment les récits sur la démocratie souveraine en Hongrie, par opposition aux narratifs occidentaux axés sur la démocratie antilibérale.

---

23. Dragojlović M., "Croatia: Milanović-Plenković public wrangle continues", *balkaneu.com*, 20 octobre 2020, Lien : <https://balkaneu.com/croatia-milanovic-plenkovic-public-wrangle-continues/>

24. Cvijić S., Bjeloš M., Šterić L., Ranković I & Drajić M., *Balkan Csárdás: Hungarian Foreign Policy Dance*, *Belgrade Centre for Security Policy*, mai 2023.

## Conclusion

Nous devons admettre que les Balkans ne seront pas à court terme une région où se dérouleront les processus les plus importants liés à la construction d'un ordre mondial multipolaire. Malheureusement, la métaphore de la « *poudrière* » est toujours d'actualité : la situation en Bosnie, et autour du Kosovo, la question albanaise, la Macédoine et le Monténégro, montrent que les frontières actuelles sont très précaires. C'est pourquoi l'adhésion à l'OTAN précède l'adhésion à l'UE ; presque tous les pays des Balkans (à l'exception de la Serbie, de la Bosnie et du Kosovo partiellement reconnu) font déjà partie du Pacte atlantique, tandis que seules la Bulgarie, la Croatie et la Slovénie ont rejoint l'UE. En d'autres termes, l'Occident veut préserver son contrôle militaire sur la région, mais ne veut pas assumer la responsabilité du niveau de vie de pays pauvres dont l'avenir est incertain. Cela s'applique principalement à la Bosnie, mais aussi à l'Albanie et à la Macédoine du Nord, et plus encore au Kosovo dont le statut n'est pas résolu.

Lorsqu'il s'agit des principaux domaines de rivalité entre l'« *Occident collectif* » et le « *Bloc contre-hégémonique pour la nouvelle ère* », il s'agit désormais sans aucun doute de l'Ukraine et du Moyen-Orient. Cependant, la situation en Serbie pourrait être un autre point chaud dans ce processus. Certains pensent que la Serbie et la Bosnie-Herzégovine envisagent de manière positive les BRICS, même si les autorités officielles de Belgrade le nient au nom de leur choix d'une orientation pro-européenne. Cependant, dans un monde de plus en plus multipolaire, la capacité des États au changement devient étonnamment possible, l'exemple le plus récent étant celui de l'Arabie saoudite, devenue membre des BRICS, qui a entamé son adhésion à l'« *Organisation de coopération de Shanghai* », signifiant sans aucun doute sa réintroduction dans le bloc de l'« ère nouvelle ». ■

## Orientations bibliographiques

---

- Allison Graham, *Skazani na wojnę? Czy Ameryka i Chiny unikną pułapki Tukidydesa ?* Bielsko-Biała, Wydawnictwo Pascal, 2018.
- Andzans Māris, Berzina-Cerenkova Una Aleksandra, “16+1” and China in Latvian foreign policy: between values and interest” in *Latvian foreign and security policy*, Riga (Lettonie), Latvian Institute of International Affairs (Yearbook), 2017.
- Chomsky Noam, *Yugoslavia: Peace, War, and Dissolution*, Binghamton (États-Unis), PM Press 2018.
- Cimek Gracjan, *Podstawowe problemy geopolityki i globalizacji*, Gdańsk (Pologne), Wydawnictwo Athenae Gedanenses, 2016.

- Cimek Gracjan, “A new epoch of Sino-Russian relations and their regional and global influence”, dans *Journal of Contemporary Eastern Asia*, Vol. 20, n° 2, 2021.
- Cvijić Srdjan, Bjeloš Maja, Šterić Luka, Ranković Ivana, & Drajić Marko, “Balkan Csárdás: Hungarian Policy Dance”, Belgrade Center for Security Policy, mai 2023.
- Dragojlović M., “Croatia: Milanović-Plenković public wrangle continues”, *balkaneu.com*, 20 octobre 2020, Lien : <https://balkaneu.com/croatia-milanovic-plenkovic-public-wrangle-continues/>
- “EU-Western Balkans. Six flagship initiatives”, *European Commission* (Directorate-General for Communication), 2018, (consulté le 12 janvier 2024), lien : <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/e9b4e4ab-9c46-11e8-a408-01aa75ed71a1>
- Gibas-Krzak Danuta, *Geopolityka Balkanów*, Varsovie, Wydawnictwo Naukowe PWN, 2022.
- “Israel-Hamas, Ukraine-Russia and China: John Mearsheimer on why the US is in serious trouble”, video du *Centre for Independent Studies (Brisbane, Australie)* sur *Youtube.com*, 30 octobre 2023 (intervention de John Mearsheimer).
- Ivković Aleksandar, “Political parties in Serbia support cooperation with NATO, but without membership”, *European Western Balkans* (site internet), 25 décembre 2019 (consulté le 12 janvier 2024), Lien : <https://europeanwesternbalkans.com/2019/12/25/political-parties-in-serbia-support-cooperation-with-nato-but-without-membership/>
- Marusic Damir, Bedenbaugh Sarah, & Wilson Damon, “Balkans Forward: A New US Strategy for the Region”, Washington, *Atlantic Council* (Future Europe Initiative), 2017.
- Obrenović Predrag, Popović Dragana, “The Balkans in a multipolar world. Perspectives and challenges”, dans *Freska*, Vol. 1, n° 1, 2022, pp. 157-170.
- “Премьер Сербии поблагодарила РФ за предупреждение о готовящихся беспорядках” (Le Premier ministre de Serbie a remercié la Fédération de Russie pour son avertissement concernant des troubles imminents), *Kommersant.ru*, 25 décembre 2019 (consulté le 12 janvier 2024), Lien : <https://www.kommersant.ru/doc/6425800>
- Raković Aleksandar, “Serbia and Russia in the Context of Current Western Policy Towards Serbs”, *valdaiclub.com*, 31 août 2023 (consulté le 12 janvier 2024), Lien : <https://valdaiclub.com/a/highlights/serbia-and-russia-in-the-context-of-current-west/>
- Саморуков Максим (Samoroukov Maxime), “Иллюзия близости: амбиции и возможности России на Западных Балканах” (L'illusion de la proximité : ambitions et opportunités de la Russie dans les Balkans occidentaux), *Centre Carnegie de Moscou* (*carnegieendowment.org*), 12 décembre 2017 (consulté le 12 janvier 2024), Lien : <https://carnegieendowment.org/2017/12/12/ru-pub-74975>
- Staniszkić Jadwiga, *Władza globalizacji*, Warszawa, Wydawnictwo Scholar, 2003.
- Stojanović Milica, “Serbia and China Sign Free Trade Deal in Beijing”, *Balkan Insight* (site internet) via *BIRN* (*Balkan Investigative Reporting Network*), 17 octobre 2023 (consulté le 12 janvier 2024), lien : <https://balkaninsight.com/2023/10/17/serbia-and-china-sign-free-trade-deal-in-beijing/>
- “Strategy for the Western Balkans: EU sets out new flagship initiatives and support for the reform-driven region” (communiqué de presse), *European Commission*, 6 février 2018 (consulté le 12 janvier 2024), lien : [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP\\_18\\_561](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_18_561)



- Waldenberg Marek, *Rozbicie Jugosławii. Jugosłowiańskie lustro międzynarodowej polityki*, Varsovie, Wydawnictwo Naukowe Scholar, 2005.
- Wilczak Jagienka, “Świat USA rozgrywają na Bałkanach swoją grę. Co na to Unia?”, *Polityka* (site internet), 10 septembre 2020 (consulté le 12 janvier 2024), lien : <https://www.polityka.pl/tygodnikpolityka/swiat/1970688,1,usa-rozgrywaja-na-balkanach-swoja-gre-co-na-to-unia.read>
- Воробьёв Андрей (Vorobyov Andreï), “Геополитические интересы России на Балканах в XX - начале XXI столетий” (Intérêts géopolitiques de la Russie dans les Balkans au XX<sup>e</sup> siècle et au début du XXI<sup>e</sup> siècle), dans Вестник славянских культур (*Bulletin des cultures slaves*), Vol. 41, n° 3, 2016, pp. 73-74.
- Zajczkowski Kamil, “(Lack of) Strategy of the EU Towards the Western Balkans – Conditions, Constraints and Weaknesses”, dans Adamczyk Arthur, Ilik Goran, Zajczkowski, *Balkan Ambitions and Polish Inspirations: Experiences, Problems and Challenges*, Varsovie, Oficyna Wydawnicza ASPRA-JR, 2022, pp. 11-36 (284 p.).
- Zawadewicz Bogdan, “Closer to the West? Serbia’s foreign policy after the Russian invasion of Ukraine”, *Centre for Eastern Studies (OSW Commentary)*, 27 février 2023 (consulté le 12 janvier 2024), lien : <https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-commentary/2023-02-27/closer-to-west-serbias-foreign-policy-after-russian-invasion>
- Zweers Wouter, Drost Niels, & Henry Baptiste, “Russian influence in Serbia, Bosnia and Herzegovina and Montenegro” (rapport), Den Haag (Pays-Bas), *Clingendael Institute* (Research, Russia & Eastern Europe), 17 août 2023 (consulté le 12 janvier 2024). Lien : <https://www.clingendael.org/publication/russian-influence-serbia-bosnia-and-herzegovina-and-montenegro>